

*Notice du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*

Berne, 20 octobre 1942, 8 h. 30

Schéma pour mon entretien avec le Ministre d'Allemagne, ce matin à 10 heures, concernant les déclarations du Ministre Schmidt <sup>1</sup>.

1) Renseignements demandés et attendus. Donc, nouvel entretien en perspective.

---

1. *Sur ces déclarations faites à Berlin les 14 et 15 octobre, cf. la circulaire publiée en annexe au présent document. Cf. aussi E 2001 (D) 3/303 et 328, E 4450/6152 et E 4001 (C) 1/219.*

*Dès le 14 septembre 1942, le DPF écrit au DJP pour lui communiquer un aide-mémoire remis par le Ministre d'Allemagne à Berne, O. Köcher, au sujet de la presse suisse. Nous tenons à vous mettre au courant de cette démarche, étant donné que nous avons de sévères raisons de penser que si un frein n'était pas mis à ces écarts, même isolés, de notre presse, nous devons nous attendre, tôt ou tard, à voir une polémique se déchaîner contre la Suisse dans la presse allemande. (Lettre du DPF du 14 septembre 1942, signée par P. Bonna, E 4450/7076). Avec sa réponse du 30 septembre, von Steiger transmet un choix d'articles contre la Suisse publiés en Allemagne au cours des mois d'août et de septembre 1942. Ein Vergleich dieser wenigen Beispiele zeigt den grossen Unterschied im Ton, in der Heftigkeit und in der Art der Angriffe der deutschen Presse gegenüber den beanstandeten Stellen Schweizerzeitungen (E 4450/7076).*

*Dès le 15 octobre, les déclarations de Schmidt ayant été publiées dans la Neue Zürcher Zeitung, von Steiger écrit à Pilet-Golaz: Wir bitten Sie, auf diplomatischem Wege in Berlin abklä-*

2) En attendant, ne puis cacher l'étonnement, la surprise et les regrets du Conseil fédéral<sup>2</sup>.

3) Sans doute la presse suisse – plus exactement certains journaux – n'adoptent-ils pas toujours une attitude aussi réservée et prudente que le Conseil fédéral le désirerait. C'est inévitable dans un pays habitué à la liberté de la presse, où les divers courants d'opinion s'expriment et où les tendances sont diverses.

Mais le Conseil fédéral veille à ce que l'on ne dépasse pas certaines limites. La Division Presse et Radio intervient lorsque tel lui paraît être le cas. Des sanctions sont prises.

Les autorités fédérales sont toujours disposées à examiner les réclamations qui leur sont présentées. Elles le font avec sérieux et objectivité.

Sans doute les critères d'appréciation ne sont-ils pas exactement les mêmes pour un pays en guerre et un pays neutre. La neutralité implique que les points de vue des belligérants soient également exposés. Cela explique que certaines de nos décisions ne paraissent pas justifiées ou suffisantes à certaines autorités étrangères. Mais il faut tenir compte aussi du point de vue suisse, et non pas seulement du point de vue de l'un ou de l'autre des groupes de belligérants. Si l'on se laissait inspirer uniquement par ce que l'un ou l'autre de ces groupes considère comme neutre, on serait certainement en dehors de la neutralité.

4) Ceci dit, le Conseil fédéral ne peut pas cacher qu'il considère les critiques du Dr Schmidt, dans leur généralité et dans leur acuité, comme injustifiées.

---

ren zu lassen, weshalb diese Aussetzungen erfolgen. Die Schweizerpresse hält dafür, dass sie einen durchaus neutralen Kurs beobachtet, einzelne Ausnahmen, die durch die *Abt[eilung] Presse und Funkspruch* sogleich geahndet werden, vorbehalten. Umgekehrt müssen wir darauf aufmerksam machen, wie sehr die Angriffe der ausländischen Presse gegenüber der Schweiz verletzend wirken. [...] Wir haben uns nicht veranlasst gesehen, Kommentare zu den Auslassungen an der Pressekonferenz in Berlin zu verbieten. Dagegen wird die *Abt[eilung] Presse und Funkspruch* darauf achten, dass diese Kommentare sich in einem würdigen und angemessenen Rahmen halten. Eine entsprechende Weisung ist heute Herrn Hptm. Ernst mündlich zuhanden der *Abt[eilung] Presse und Funkspruch* erteilt worden (E 2809/1/2).

*Pilet-Golaz transmet le jour même cette lettre au Président de la Confédération, Ph. Etter:* Je ne ferai pas cette démarche – aussi vaine que celle que le Général voulait nous faire faire quand des troupes étaient à nos frontières, sans une décision du Conseil fédéral, contre ma proposition, décision dont je tirerai les conséquences. La politique de force que l'on suit depuis bientôt un an – à l'instigation ou à l'exemple de certains journalistes et de certains démocrates ultra – n'a rien à voir avec une politique de dignité et de fermeté, mais de prudence aussi que les circonstances imposent.

J'ai vu cette évolution avec inquiétude s'aggraver ces mois derniers.

Je ne l'approuve pas, ne l'appuierai pas et ne la pratiquerai pas, ni personnellement ni solidairement (E 2809/1/2).

*(La proposition de Guisan à laquelle Pilet-Golaz fait allusion est publiée dans le vol. 13 des DDS, N° 331.)*

2. Lors de la séance du Conseil fédéral qui a lieu le même jour, le Conseil fédéral est informé de ces déclarations par le Président Etter, en discute, puis publie un communiqué de presse qui précise notamment: Er erwartet die vollständigen und genauen, durch das Politische Departement einverlangten Angaben, um die Schwere und Tragweite der gefallen Vorhalte genau festzustellen, und behält sich vor, auf die Angelegenheit in einer künftigen Sitzung zurückzukommen (PVCF N° 1702, E 1004.1 1/426). Cf. aussi E 4001 (C) 1/219.

Dans l'ensemble, pour un peuple placé comme le peuple suisse et constitué comme lui, sa presse est soucieuse d'objectivité, de réserve et de prudence. Elle ne fait d'ailleurs que refléter l'opinion profonde du peuple, qui, lui aussi, n'entend pas se mêler et se passionner pour les querelles des autres. Ce qui prouve combien il est maître de lui, ce peuple, et loin de tout esprit partisan violent, c'est la circonstance que des manifestations comme la fête des récoltes à Oerlikon<sup>3</sup> et le match de football à Berne<sup>4</sup> peuvent se dérouler sans incident et avec un appareil de police qui paraîtrait dangereusement minime partout ailleurs. Ça, ce sont des faits qui donnent la température d'un peuple et mesurent sa maturité politique. On sait combien, avec le consentement de ce peuple, le Conseil fédéral veille à éviter tout avantage pour l'un des belligérants. Que n'a-t-il pas fait dans le domaine de l'obscurcissement<sup>5</sup>, par exemple, des communications radiotéléphoniques, etc.? Quand on pense à tout le travail fourni pour l'Axe, on se poserait bien davantage la question de savoir si ce ne sont pas les autres qui pourraient se plaindre d'un manquement à la neutralité.

5) C'est pourquoi le Conseil fédéral regrette ce qui a été dit. Si M. Schmidt a voulu lui venir en aide pour que la presse soit plus réservée, c'est exactement le contraire qui se produira, parce que les conseils et les instructions de prudence qu'on pourrait donner risqueront maintenant de paraître dictés, non pas par un souci de neutralité, mais par une influence, une pression étrangère. Or, dès qu'il a le sentiment d'une pression, le peuple suisse, de toutes ses forces et unanime, se met sur la défensive.

6) Le Dr Schmidt a-t-il voulu davantage? Voudrait-il pousser la Suisse, ainsi, à collaborer dès maintenant à ce qu'on appelle, dans les pays de l'Axe, la nouvelle Europe? Alors le moyen choisi n'est certainement pas efficace. Le Suisse veut être persuadé. Dès qu'il a l'impression qu'on ne parle plus avec lui comme avec un homme libre, il se soucie avant tout de sa souveraineté: c'est son bien le plus précieux.

D'ailleurs, on ne connaît pas encore la nouvelle Europe. On ne sait pas ce qu'elle sera. La guerre n'est pas finie. Aussi longtemps que la guerre dure, la Suisse, conformément à sa politique traditionnelle, à ses obligations internationales et à ses déclarations solennelles, ne peut que rester neutre, veut rester neutre et restera neutre. Elle ne peut prendre parti, ni pour la nouvelle Europe, ni pour la charte de l'Atlantique. Ce n'est qu'à la fin de la guerre que sa situation lui permettra de se déterminer. Avant, dans son propre intérêt mais aussi dans l'intérêt de tous, elle doit rester en dehors<sup>6</sup>.

7) J'ai parlé du Dr Schmidt, supposant que c'est spontanément qu'il s'est exprimé comme il semble l'avoir fait. Je l'espère tout au moins.

3. Cf. *ci-dessus* N° 248, note 2.

4. Cf. *ci-dessus* N° 248.

5. Cf. *ci-dessus* N° 239, note 20.

6. Cette conception des relations de la Suisse avec la «nouvelle Europe» est aussi exposée par C. Rezzonico le 12 décembre 1941 (cf. *ci-dessus* N° 152, note 10) et dans une lettre du 28 octobre 1942 du DPF reproduisant la déclaration de Pilet-Golaz à Köcher (E 2001 (D) 2/130).

20 OCTOBRE 1942

831

## ANNEXE

E 2001 (D) 2/29

*La Division des Affaires étrangères du Département politique  
aux Légations et Consulats généraux de Suisse à l'étranger*<sup>7</sup>DL *Vertraulich*

Bern, 4. November 1942

Über gewisse, Ihnen vermutlich bekannte Äusserungen, die der Leiter der Presseabteilung im Auswärtigen Amt, Gesandter Schmidt, Mitte vergangenen Monats vor ausländischen Korrespondenten über die Schweizerpresse tat und die in dieser starken Widerhall fanden, wurden verschiedentlich tendenziöse Angaben verbreitet. Wir halten es daher für angezeigt, Sie nachstehend kurz über den Zwischenfall zu unterrichten.

Aus einem einlässlichen Bericht<sup>8</sup> unserer Gesandtschaft in Berlin ging hervor, dass der Chef der Presseabteilung im Auswärtigen Amt zweimal kurz aufeinander anlässlich der täglichen Konferenzen mit den Korrespondenten der fremden Zeitungen auf die Haltung der Schweizerpresse zu sprechen kam, und zwar am 14. und 15. Oktober. An der ersten dieser beiden Konferenzen, die Mittwoch, den 14. Oktober stattfand, äusserte sich Gesandter Schmidt zum Thema Schweizerpresse nur nebenbei und gewissermassen vorbereitend, indem er erklärte, er werde demnächst Anlass haben, auf die Haltung der Schweizerpresse näher einzugehen. Hierbei entschlüpfte ihm in einem Augenblick des Unmutes die Bemerkung von gewissen Schweizerredaktoren die gegen das neue Europa schrieben. Diese könnten in die Steppen Asiens auswandern, es wäre aber am besten, sie ins Jenseits zu befördern. Sein Zorn war vor allem durch einen in der sozialistischen Tessinerzeitung «Libera Stampa» vom 13. Oktober veröffentlichten Artikel<sup>9</sup> ausgelöst worden, in dem es hiess, das neue Europa erscheine wie eine Gottheit, welche dem phönizischen Moloch ähnele, welchem nach der Sage Tausende unschuldiger Kinder geopfert wurden.

Am folgenden Tage kam dann der Leiter der Presseabteilung auf dieses Thema in längeren, offenbar gründlich vorbereiteten Ausführungen zurück. Diese waren in weit ruhigerem und sachlicherem Tone gehalten. Sie beschränkten sich im wesentlichen darauf, einem Teil unserer Presse den Vorwurf zu machen, die Pflichten der Neutralität nicht gewissenhaft zu erfüllen. Daran anschliessend sah sich Gesandter Schmidt veranlasst, unserer Presse eine ernste Mahnung zu erteilen, die sich zugleich an die verantwortlichen schweizerischen Stellen richtete. Die Blätter, auf die es der Chef der Presseabteilung abgesehen hatte, waren ausser der «Libera Stampa», die «Nationalzeitung», die «Neue Berner Zeitung», das «Vaterland», das «Volksrecht», die «Gazette de Lausanne», die «Liberté», die «Tagwacht» und die «Weltwoche». Es lässt sich leider nicht bestreiten, dass einzelne der Aussetzungen des Herrn Schmidt einer gewissen Begründung nicht entbehren.

Angesichts des Aufsehens, welches die wenig glücklichen Bemerkungen, die der Chef der Presseabteilung am 14. Oktober gemacht hatte, in der Presse und daher in der schweizerischen Öffentlichkeit auslösten, liess es sich unsere Gesandtschaft in Berlin angelegen sein, bei zwei hohen, dem Gesandten Schmidt vorgesetzten Beamten des Auswärtigen Amtes hinsichtlich deren Auffassung zu sondieren. Sie erfuhr hierbei, dass man die gerügten Entgleisungen des Pressereferenten zwar nicht billige, ihm aber in der Sache, d. h. in der Kritik an der Haltung der Schweizerpresse recht geben müsse. Beständen nicht Differenzen wegen dieser Pressefragen, wurde betont, so könnten die Beziehungen zwischen beiden Ländern als normal bezeichnet werden. Es handle sich nachgerade um eine chronische Krankheit, die leicht einmal zu einer Krisis führen könnte, weshalb das Auswärtige Amt es begrüssen würde, wenn die schweizerischen Behörden der Pressefrage ihre grösste Aufmerksamkeit schenkten.

Wiewohl nicht zu verkennen ist, dass gewisse unserer Zeitungen mitunter ihre Sympathie für die

---

7. *La circulaire est signée par P. Bonna.*

8. *Rapports de Frölicher des 17 et 21 octobre 1942*, E 2001 (D) 3/328.

9. *Cf. E 4450/6152.*

Gegner des nationalsozialistischen Deutschlands, so u. a. auch Russland, und ihre Abneigung gegen das nationalsozialistische Regime in einer Weise äussern, die in Deutschland und besonders von den leitenden Kreisen als verletzend und unfreundlich empfunden werden muss und daher zu bedauern ist, so kann doch wohl von einer eigentlichen neutralitätswidrigen Haltung der Schweizerpresse im grossen und ganzen kaum die Rede sein; können doch eine nicht gegen die Regeln des Anstandes verstossende Äusserung gewisser Sympathien und Antipathien und massvolle Kritik schwerlich als eine Verletzung der Neutralitätspflichten angesehen werden.

Die ziemlich scharfe Reaktion der Schweizerpresse auf die Vorwürfe des Gesandten Schmidt und die von ihm an der Konferenz vom 14. Oktober ausgesprochene Drohung liess es dem Politischen Departement als notwendig erscheinen, die tatsächlichen Vorgänge des genaueren abzuklären. Dies geschah dann, wie gesagt, durch einen eingehenden Bericht unserer Gesandtschaft in Berlin. Der Vorsteher des Politischen Departements hatte daraufhin eine Unterredung mit dem Deutschen Gesandten; er machte von ihr sowie von den Berichten der Gesandtschaft dem Bundesrate am 23. Oktober Mitteilung<sup>10</sup>. Auf Grund seiner Ausführungen beschloss der Bundesrat, der Schweizerpresse ein amtliches Communiqué zur Veröffentlichung zu übergeben, in dem festgestellt wird, dass die schweizerische Presse sich im allgemeinen bemüht, in ihrer Stellungnahme diejenige Zurückhaltung zu üben, die den guten Beziehungen unseres neutralen Landes mit allen kriegführenden Mächten entspricht. Um so mehr bedauere der Bundesrat die Vorwürfe, die man gegen unsere Presse und die Pressekontrolle im allgemeinen richten zu müssen glaubte, und vor allem die gefallenen Drohungen. Von dieser Auffassung des Bundesrates sei sowohl dem Deutschen Gesandten in Bern als der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin Mitteilung gemacht worden.

Auf diese Weise konnte dieser bedauerliche Zwischenfall ohne grösseren Schaden für die im allgemeinen guten Beziehungen mit unserem nördlichen Nachbarn beigelegt werden.

---

10. Cf. *PVCF N° 1723 du 23 octobre 1942*, E 1004.1 1/426.